

L'ÉVEIL

de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004 Prix : 250 F CFA

Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) :
La BOAD accompagne le programme avec 5 milliards de FCFA

Mgr Robert Casimir Dosseh-Anyron, 1er Evêque togolais sera inhumé ce matin à la cathédrale de Lomé :

Hommage national mérité rendu hier à l'illustre disparu



Faure Gnassingbé s'inclinant devant la dépouille de feu Mrg Dossey-Anyron

P.3

AGRICULTURE / Industrialisation agro-alimentaire au Togo : P.2
Les stratégies du ministre Agadazi



Col. Ouro-Koura Agadazi, ministre de l'Agriculture

FONDS NATIONAL DE LA FINANCE INCLUSIVE :
Les cadres de Tchaoudjo dans la phase de sensibilisation P.5



1ER MAI / FÊTE DES TRAVAILLEURS AU TOGO :
La réjouissance des agents de la CEET a brillé de milliers d'étincelles



Le DG de la CEET, Dr Gtrandé Djétéli, esquissant des pas de danse

1er mai / Le groupe CECO a vibré de toutes les sonorités à Sotouboua :
Une augmentation de salaires de 5% pour motiver à de nouveaux challenges



Le PDG de CECO-BTP, Amouzou Constantin, au premier rang

Problématique du Financement de l'entretien routier au Togo :



Le ministre Ayassor de l'Economie et des Finances

6 ans après la dissolution du FER "le miracle" promis par Ayassor toujours attendu

P.4

Pour ses efforts en faveur de la réduction de la pauvreté :

Le DG NASSIROU Ramanou de WAGES élevé au rang de " Officier de l'Ordre National du Mérite "



Le DG de WAGES, Ramanou Nassirou honoré

P.5

P.6

AGRICULTURE / Industrialisation agro-alimentaire au Togo :

Les stratégies du ministre Agadazi

Pour se conformer au discours du Chef de l'Etat à la veille du 54^e anniversaire de l'indépendance du Togo, le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Ouro-Koura Agadazi, a tenu mardi à son cabinet à Lomé une conférence de presse afin de dévoiler le plan d'action conduisant d'une part à l'autosuffisance alimentaire et l'industrialisation agro-alimentaire pour l'exportation.



" A cet effet, nous avons mis en place une nouvelle approche qui consiste à fournir aux producteurs, des superficies de terrains. C'est ce que nous avons appelé les Zones d'Aménagement Agricole Planifiées (ZAAP). Aujourd'hui, nous avons une dizaine sur le territoire. Nous allons mettre les producteurs autour des superficies sur l'ensemble du territoire ", a déclaré le ministre en charge de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche.

A cela s'ajoute la mise à disposition des semences améliorées. Pour cela, il y a aujourd'hui des centres de production des semences améliorées. Les besoins étant exprimés pour la

campagne 2014-2015, il est prévu l'octroi aux producteurs de 1400 tonnes de semences améliorées. Pour ce faire, le ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche est en discussions avec les ONG et autres.

Au niveau des engrais, une commande de 45.000 tonnes est lancée dont 30.000 tonnes font l'objet de mécanisme de distribution avec l'endossement de location de véhicules pour leur distribution sur toute l'étendue du territoire national. " Nous faisons une prévision dans le mois de juin pour couvrir l'entièreté du terri-

toire national ", rassure le ministre.

Dans ce cadre, 428 encadreurs ont été déployés sur l'ensemble du territoire pour accompagner les paysans dans les méthodes culturales et avec l'appui de l'ICAT, il est conçu une clé de répartition qui intègre les besoins de vulgarisation exprimés par les populations à la base. " Ces encadreurs auront un cahier de charges pour nous situer sur les résultats à la fin de la campagne ", prévient-il.

Pour la mécanisation, il est prévu un éventail de 60 tracteurs dont 28

dans la région Maritime et des Plateaux. Le déploiement se poursuit de façon à couvrir l'ensemble du territoire national au plus tard fin mai. Les tracteurs étant insuffisants, un appel est lancé au secteur privé afin d'accompagner le gouvernement dans ses efforts. Vu les besoins exprimés, ce dernier a lancé une commande de 173 tracteurs complémentaires et autres machines agricoles. " Mais ces équipements ne pourront être mis en chantier qu'à partir de la saison prochaine ", fait savoir Ouro Koura Agadazi.

En ce qui concerne les terres cultivables, plus de 300 ha sont mis à la disposition des producteurs à Kovié. Une série de travaux est en train d'être conçue avec le ministère de l'équipement rural pour porter les 300 ha à 660 ha. De la même manière, au niveau de Agomé-Glozou, il sera question de faire passer les 89 ha exploitables à 495 ha sans oublier la plaine de M6 avec à disposition 55 ha. Les aménagements se poursuivent avec 500 ha en cours.

Pour la filière d'élevage, la cam-

pagne de vaccination a commencé il y a deux ans afin de couvrir au 70% de cheptels avec une réduction du taux de mortalité de 70% à 40%. " Cette année, Nous avons mis à la disposition des éleveurs 2500 coqs améliorés et 1250 géniteurs améliorés d'ovins et caprins ", notre le ministre.

Dans le domaine café cacao, cette année, il sera procédé la distribution de 40 000 tonnes de boutures de cacao et 200 000 tonnes de boutures de café. La filière coton n'est pas du reste.

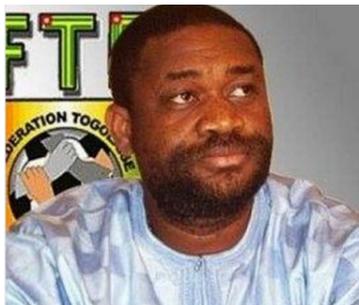
D'après le ministre, " nous avons fait une prévision de production pour la campagne 2014-2015 de 140.000 tonnes de coton. Toutes les dispositions sont prises pour accompagner les cotonculteurs dans les cycles de production avec 28 tonnes d'engrais et 40 agents technico-commerciaux ".

Au niveau du PADAT, il est prévu la construction de 300 magasins agricoles avec le concours de l'UEMOA.

Désignation d'un sélectionneur national: Le gouvernement reprend la main

Le processus de recrutement d'un nouveau sélectionneur pour l'équipe nationale du Togo aurait-il du plomb dans l'aile ? La FTF a annoncé jeudi que ses représentants au sein de comité technique chargé de choisir le futur entraîneur avaient été 'mis à l'écart'.

Les responsables de la FTF dénoncent 'une mise en quarantaine' et affirment qu'un choix imposé à l'instance faïtière du football togolais ne sera pas accepté.



Gabriel Améyi, Pdt FTF
Le ministère des Sports a indiqué qu'il allait constituer un nouveau



Mme Amouzou-Dzaké, ministre des Sports
Comité chargé de la phase administrative du recrutement.

La décision finale appartient à l'Etat qui met ensuite le sélectionneur à la disposition de la Fédération togolaise de football.

Cinq candidats ont été retenus pour le poste, Didier Six, Hubert Velud, Tom Saintfielt, Tchanilé Tchakala et Dosseh Abalo.

COMMUNIQUE DU CONSEIL NATIONAL DES PATRONS DE PRESSE (CONAPP)

Dans sa parution du 06 mai 2014, l'hebdomadaire ACTU EXPRESS a allégué une tentative de chantage et d'extorsion de fonds au moyen de l'utilisation du nom de son Directeur de Publication Isidore AKOLLOR, et dont se serait rendu coupable le confrère Robert DUMASHI, Directeur de Publication de l'hebdomadaire La Lanterne, au préjudice d'un haut fonctionnaire de l'Etat.

Le Conseil National des Patrons de Presse, dès qu'il a eu connaissance de cette information et après en avoir obtenu confirmation auprès de monsieur AKOLLOR, a écouté Robert DUMASHI le 07 mai.

Quoique les faits incriminés soient intervenus avant son élection et en attendant qu'une issue leur soit trouvée, le Conseil National des Patrons de Presse a décidé de suspendre provisoirement les activités de monsieur DUMASHI en qualité de trésorier adjoint au sein du Bureau Exécutif de l'organisation.

Le Conseil National des Patrons de Presse réaffirme son attachement aux valeurs de probité morale et intellectuelle qui doivent gouverner notre corporation.

Au lendemain de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le Conseil National des Patrons de Presse saisit une fois encore l'occasion pour en appeler au sens de responsabilité de tous les confrères dans l'exercice quotidien de notre profession.

Fait à Lomé, le 07 Mai 2014

Le Président

Jean Paul AGBOH AHOULETE

4^e mission de supervision et évaluation à mi-parcours du PNIASA, visite de terrain du projet PASA

UN PROJET EN PHASE DE CROISIÈRE MAIS TALONNÉ PAR LE TEMPS

Nous annonçons dans notre dernière parution, la visite de terrain des experts de la banque mondiale, principal financier du programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO-Togo) et du Projet d'appui au secteur Agricole (PASA) dans le cadre de la 4^e mission de supervision et de la revue à mi-parcours du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA). Après le PPAAO, le PASA a connu du 24 au 26 avril dernier, sa part de visite de terrain. Les régions de la Kara, Centrale et des plateaux ont été successivement visitées.

Nous y reviendrons dans notre prochaine parution.

Réformes institutionnelles et constitutionnelles : DJOVI GALLY : "Tout peut être bouclé en une demi-journée"

Ancien ministre, ancien responsable de l'UFC, désormais à la tête de l'Association pour la promotion de l'Etat de droit, Djovi Gally estime mercredi que les discussions sur les réformes institutionnelles et constitutionnelles entre le pouvoir et l'opposition peuvent être bouclées en une demi-journée.



Me Djovi Dally

"Il est nécessaire d'avoir un consensus politique sur ces questions avant que l'Assemblée nationale ne soit saisie", a-t-il expliqué au micro de Kanal FM.

Selon lui, toutes les questions en suspens comme la limitation du mandat présidentiel et le mode de scrutin peuvent trouver une solution en

quelques heures. Il précise que l'essentiel a été fait en matière de réformes, mais suggère de trouver un cadre approprié pour parvenir à un accord sur les points litigieux.

Source: republicoftogo



Eric Herman Abiassi, chef de la délégation de la Banque Mondiale

Mgr Robert Casimir Dosseh-Anyron, 1er évêque Togolais sera inhumé ce matin à la cathédrale de Lomé :

Hommage national mérité rendu hier à l'illustre disparu

Rappelé auprès du dévot créateur le 15 avril dernier, Mgr Robert Casimir Dosseh-Anyron, 1er Evêque Togolais et archevêque émérite du diocèse de Lomé, sera inhumé en fin de matinée ce vendredi 03 mai 2014, à la cathédrale de Lomé selon la coutume catholique.

Cette mise en terre sera précédée d'une messe d'entièrement en l'église Saint Augustin d'Amotivé.

Mais hier déjà, pour honorer la mémoire de l'illustre disparu, la nation tout entière lui a rendu un hommage national mérité et digne de son rang et de son œuvre.

Pathétique et religieusement émouvante, la cérémonie a réuni à la grande salle de la Place des Fêtes de Lomé II, autour du Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé, les membres de la Conférence des Evêques du Togo, le Premier Ministre, Arthème Séléagodji Ahoomey-Zunu, le Président de l'Assemblée



Le Président Faure et le Pm Ahoomey-Zunu devant la dépouille de Mrg Dossey-Aniron

Nationale, Dama Dramani, les présidents des autres institutions de la République, les députés à l'Assemblée Nationale, les membres du corps diplomatique et représentants des organisations internationales.

Les autres autorités politiques, administratives, militaires, religieuses et traditionnelles n'étaient pas du

reste pour célébrer celui qui a passé le clair de sa vie à perpétuer l'œuvre de Dieu.

Il faut rappeler qu'un deuil national de trois jours (7,8 et 9 mai 2014) a été décrété par le gouvernement et symbolisé par la mise en berne des drapeaux.

L'Eveil de la Nation

La voix (En mémoire de Monseigneur Dosseh)

Tout ce qui respire doit se renouveler,
Disparaître, mourir, pourrir, réapparaître;
C'est seulement la foi qui nous le fait connaître,
Et la voix qui s'en va l'a toujours rappelé.

Sous bien d'autres formes parfois insoupçonnées,
Tout doit se transformer dans le creux de la terre,
Que ce soit dans la joie où les chagrins amers,
C'est ce que cette voix a toujours claironné.

"Aimer servir se dépasser" pour mériter
(Comme tu l'enseignes dans un vers de notre hymne)
D'envisager la mort comme occasion ultime
Où même les pauvres seront transfigurés.

Tu resteras parmi ceux qui nous ont montré
(Sans crier sur les toits, tellement tu es humble),
Par ta voix de pionniers au travers de la jungle,
Par quel chemin trouver l'or de l'humanité.

Nous n'oublierons jamais quand dans tes homélies,
Tu dépeignais le ciel en latin, lors des messes,
Le disant ouvert à ceux qui ont la sagesse
D'aimer sans restriction même les ennemis.

Joseph Kokou Koffigoh

Poème inédit

Lomé le 8 mai 2014

TOGO-CHINE-COOPÉRATION Entretien Faure Gnassingbé / Li Keqiang ce mercredi à Abuja :

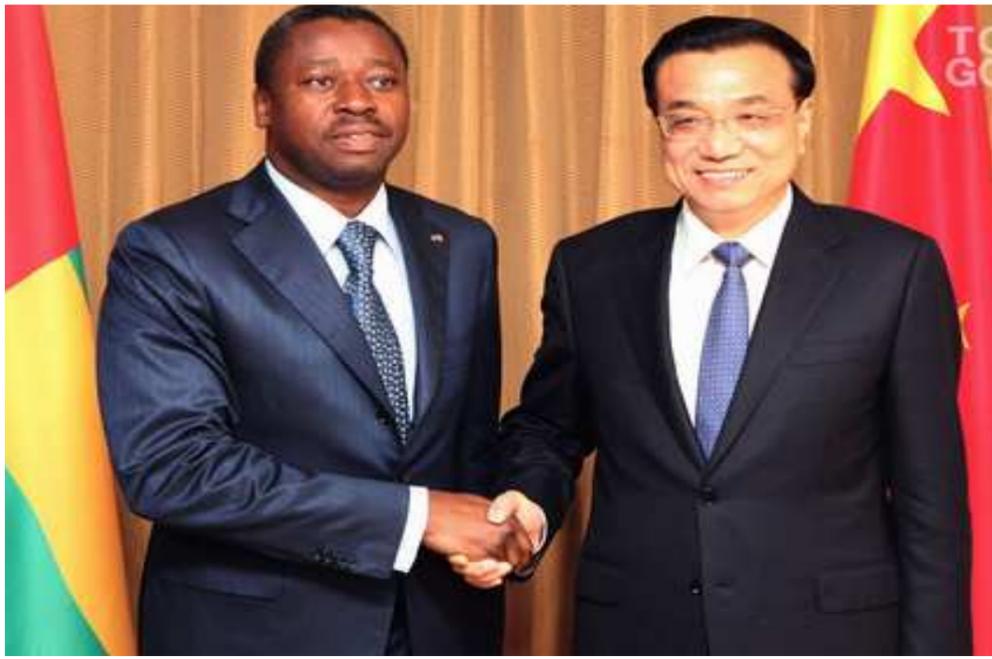
Les deux Hommes ont fait le tour d'horizon de la coopération entre le Togo et la Chine

Le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé s'est entretenu ce mercredi à Abuja (Nigeria) avec le Premier ministre chinois, Li Keqiang, en marge du Forum sur l'Économie Mondiale, organisé dans la capitale fédérale par le World Economic Forum.

Cet entretien a permis à MM. Gnassingbé et Li de faire le tour d'horizon de la coopération entre le Togo et la Chine, une "coopération, comme on le sait, particulièrement active", selon l'ambassade de Chine au Togo.

Beijing a accordé d'importants financements via l'Exim Bank et les entreprises chinoises sont présentes dans les travaux publics pour la rénovation du réseau routier et la construction de la nouvelle aéroport de Lomé.

C'est la première tournée en



Le Président togolais Faure Gnassingbé (g) et Li Keqiang (dt), PM chinois

Afrique du nouveau Premier ministre chinois depuis sa prise de fonction, périples visant à approfondir les coopérations stratégiques et économiques croissantes entre le géant asiatique et un continent riche en ressources naturelles. La Chine est

depuis 2009 le principal partenaire commercial des pays africains.

Ce voyage intervient un an après une tournée du président chinois Xi Jinping sur le continent africain - peu de temps après son investiture à la tête de l'Etat - pour la deuxième économie mondiale.

Selon les statistiques, la Chine est depuis 2009 le principal partenaire commercial des pays africains, et une importance source d'investissements sur le continent.

Au cours de la dernière décennie, la présence des entreprises chinoises en Afrique - encouragée par Pékin - s'est considérablement renforcée, ce qui contribue aussi au redressement de l'économie, au renforcement des infrastructures et à l'amélioration des conditions de la population au Togo.

Source : savoirnews

PARTI SOCIAL DEMOCRATE DU TOGO :

Un nouveau né sur l'échiquier politique

Le dénombrement des partis politiques au Togo montre qu'il en existe une centaine à ce jour. Et malgré ce nombre important de parti politique pour un pays comme le Togo, le Parti Social Démocrate du Togo (PSDT) a su trouver une place sous le soleil. C'est ainsi que le PSDT a été porté à la connaissance du public le vendredi 2 mai à Lomé au cours d'une conférence de presse.

Il est dirigé par son 1er Secrétaire général, M. Lawson Laurent. Ce dernier est un homme politique suédois, travaillant au ministère des affaires Etrangères suédois. Qualifiant les

autres partis d'être en perte d'orientation politique, il pense que le PSDT est le parti le mieux structuré politiquement et capable de sortir les togolais de la précarité ambiante actuelle.

" L'essentiel n'est pas de conquérir le pouvoir mais de trouver les voies et moyens pour réduire la pauvreté. ... Nous ne sommes pas du pouvoir et non plus de l'opposition, nous travaillons pour le développement du pays en amenant des hommes d'affaires à investir dans notre pays " a laissé entendre M. Laurent lors de la présentation du parti.

Le PSDT est créé le 3 janvier

2014. Il a, entre autres, pour principaux objectifs d'œuvrer à défendre l'intégrité du territoire togolais, la souveraineté et l'unité de son peuple ; d'étudier, proposer et mettre en œuvre les mesures politiques, économiques, sociales les plus favorables au bien-être de toutes les composantes de notre peuple et au développement harmonieux de toutes les régions et d'inscrire dans les réalités quotidiennes du pays les principes d'Etat de droit et de Bonne gouvernance dans tous les domaines : politique, économique, social, environnemental, etc..

Armand



Problématique du Financement de l'entretien routier au Togo :

6 ans après la dissolution du FER "le miracle" promis par Ayassor toujours attendu

L'une des priorités inscrites dans l'agenda de Faure Gnassingbé pour le compte de son deuxième quinquennat est la modernisation du réseau routier. Si le pari des routes modernes est entrain d'être gagné, la difficile équation à plusieurs inconnues reste et demeure l'entretien de ces routes nouvellement construites. Du FER à la SAFER en passant par la CAPER, la meilleure formule ne semble pas encore être trouvée pour assurer la pérennité des nouvelles infrastructures routières.

La route du développement passe par le développement de la route dit-t-on souvent et Faure Gnassingbé n'a jamais voulu faire les choses à moitié lorsqu'il s'est engagé à moderniser les infrastructures routières de notre pays, que ce soit dans la capitale ou dans les autres villes et cantons de l'intérieur du Togo.

Lorsqu'on jette un regard tout autour de nous, on peut dire sans coup férir que l'énorme défi de la réalisation des routes est entrain d'être levé avec la participation très active des entreprises togolaises telles que CECO BTP, GER etc. D'ici 2015, tous la plupart des chantiers de constructions des routes doivent pouvoir être réceptionnés, mais la question fondamentale qui taraude les esprits des togolais et qui reste une vérité de tous les temps sera sans nul doute l'entretien de ces Routes. Le Fond d'Entretien Routier chargé par le passé de financer l'entretien du réseau routier a été dissout le 07 Aout 2008 pour mauvaise gestion officiellement.

En effet, le gouvernement s'appuyant sur la dégradation avancée des routes et l'écroulement de certains ponts avait décidé de mettre la clé sous le paillason du Fond d'Entretien Routier. Cependant, il y avait une évidence que personne ne pouvait nier : Les routes togolaises

datent pour certaines de l'époque coloniales et pour d'autres de plus de 30 ans. Les différentes sutures et les points à temps réalisés par la société en charge de l'entretien des routes n'a rien donné étant entendu qu'en lieu et place du rafistolage, il était impérieux de penser à construire de nouvelles routes car il est plus aisé d'entretenir de nouveaux ouvrages que de chercher à redonner une autre vie aux vieilles infrastructures.

Les non-dits de la dissolution du FER et la cabale contre Tchamsi

Nommé à la tête du FER dans la seconde moitié de l'an 2006, c'est Tchamsi qui, après 18 mois d'exercice qui sera le dernier DG de cette société dont le Ministre de tutelle se trouve être Adji Otteth Ayassor.

Tous originaires de la Préfecture de Doufelgou, des antagonismes seraient apparus entre les deux hommes par rapport à un projet de déviation des monts défalé déjà prêt à être exécuté. En effet, les monts défalé faisant partie des zones hautement critiques où les accidents sont devenus la chose la mieux partagée, des bonnes volontés se sont investies pour obtenir auprès des partenaires le financement du contournement des monts Défalé.

Cette déviation devrait en réalité contourner défalé une localité située en montagne, village d'origine du Ministre Ayassor, passer par les villages Aloum, léon Kadjala zone de provenance de Ferdinand Tchamsi et l'une des zones propice à l'agriculture, ayant des terres plaines, pour continuer vers la région des savanes. En phase de réalisation, le projet a été dévié vers Défalé et au lieu que l'on contourne les monts Défalé, on a désormais un contournement des monts Défalé qui débouche sur Défalé, une énorme incongruité du point de vue objectif visé.

Une tradition non écrite voudrait



Adji Otèth Ayassor, ministre de l'Economie et des Finances

que lorsqu'il ya difficulté de cohabitation entre un Ministre et un DG, que ce soit le DG qui soit "sacrifié".

Et puisque c'était pour faire mal à une personne, tous les ingrédients ont été rassemblés pour faire "disparaître" le FER et Tchamsi avec.

A ces rivalités, il faut ajouter d'autres détails sur lesquels nous reviendrons dans nos prochaines publications.

Au demeurant, il est utile de retenir que la dissolution du FER au-delà de la version officielle est une question de personne. Pour preuve, il a été savamment distillé dans l'opinion que Ferdinand Tchamsi au cours de son passage "aurait détourné 27 Milliards" alors que les recettes et les différents efforts de mobilisation de fonds annuellement, lorsque les frais de fonctionnement ne sont pas défalqués sont autour de 12 milliards. Or celui qu'on accuse de "détournement" présumé n'a fait que 18 mois à la tête du FER. Faites donc les calculs et vous tirerez une conclusion claire.

Sur le plan humain, des employés du FER qui sont recrutés en bonne et due forme, ayant des numéros matricules, ont été licenciés sans qu'on ne leur dise leur nouveaux lieux d'affectation et ce depuis près de six ans.

Les différentes réformes entamées par Tchamsi pour faire passer notre FER de la première à la deuxième génération au regard des FER de la sous-région ont été mis sous éteignoir simplement parce que la tête de Tchamsi ne plairait pas à certains. Or, la sagesse africaine recommande de reconnaître que le lièvre court plus vite, même si on ne l'aime pas. Qu'à cela ne tienne, la mise sur pied de la CAPER pour substituer au FER n'a en rien résolu l'équation.

La CAPER sous la coupe réglée d'Ayassor

La Compagnie Autonome des Péages et d'Entretien Routier (CAPER) créée pour remplacer le défunt FER n'a pas comblé les attentes.

Sur le plan mobilisation des recettes, des informations bien introduites ont fait état d'une différence constatée entre les recettes antérieures et celles actuelles qui n'est pas de nature à donner une note acceptable à la nouvelle administration.

La CAPER, qui naturellement était une structure transitoire pour parer au plus urgent, a été dirigée par un protégé de Ayassor, en la personne de M. Outchantcha. En son temps, les informations ont allégués que les comptes des recettes seraient direc-

tement faits à Ayassor en tant qu'individu et non au Ministre de l'économie et des finances. Vrai ou faux ? L'avenir nous en dira plus.

Après six ans d'exercice de la CAPER, les résultats étant visiblement en deçà des attentes, le gouvernement s'est trouvé dans l'obligation de faire des recrutements pour la SAFER.

Panne d'initiative et manque d'imagination du DG de la SAFER

La longue durée de la transition à la tête de la CAPER et les résultats qui s'en sont suivis devraient permettre au gouvernement de voir autrement en ce qui concerne l'oiseau rare qui devrait être choisit pour diriger la SAFER.

Malheureusement, des irrégularités ont été relevées pour ce qui était de la candidature du sieur Outchantcha. Les Ministres de l'Economie et des Finances et celui des travaux publics qui co-organisaient ce recrutement se sont payés le luxe de faire des lettres de recommandation à Monsieur Outchantcha, faisant d'eux des juges et parties et du candidat Outchantcha le favori de cet appel à candidature.

Le choix de ce monsieur à la tête de la SAFER n'était plus une surprise pour personne.

Mais la surprise venait de l'incapacité du nouveau DG de la SAFER à faire mieux que le FER dissout.

Dans une intervention sur la télévision nationale, le DG de la SAFER déclarait que sa société mobilisait 12 Milliards par an, ce qui n'est en rien différent des recettes que faisait le fond d'entretien routier sous Tchamsi.

Alors, comment on peut comprendre qu'en six ans, la révolution et l'explosion des recettes au niveau du financement de l'entretien routier promis par le Ministre Ayassor à la dissolution du FER ne soit pas au rendez vous ?

Le poste ne fait pas l'homme, c'est plutôt l'homme qui fait son poste en imaginant des stratégies pour faire avancer la société qu'il dirige. Malheureusement, le DG de la SAFER semble manquer d'initiatives, obligeant le gouvernement avec en tête le Chef de l'Etat, à réfléchir à la place du DG pour arpenter des scénarii en vue de trouver d'autres sources de financements pour l'entretien du réseau routier togolais, en marge des droits d'assises et des recettes des péages.

Au regard de ce tableau que nous venons de dresser et à la lumière de l'enjeu qui attend la nouvelle société de l'entretien routier, il est à déplorer le recul constaté dans ce domaine par la faute et le zèle personnels du ministre de l'Economie et des Finances.

Enfin, le ministre Ayassor doit éviter de déclarer la guerre à tous ceux qui ne veulent pas regarder dans la même direction que lui car, tôt ou tard, le Chef de l'Etat qui, seul nomme et démet les différentes personnalités, finira par connaître la vérité et le come back de Bidamon à la tête de Togotélécom, après son éviction d'ela douane par le puissantissime Ayassor, est un cinglant désaveu qui prouve à suffisance que Faure est et reste le seul maître à bord.

Kpélafia Biva

L'Eveil de la Nation

PROTESTATION DES CENTRALES SYNDICALES A L'OCCASION DU 1ER MAI LES TENANTS ET LES ABOUTISSANTS

Pourquoi les sociétés payent moins du SMIG et le gouvernement ne fait rien ?

Judi dernier, la communauté internationale a observé la journée internationale du travail célébrée chaque 1er mai. Au Togo, à l'occasion, les 6 centrales syndicales des travailleurs, notamment l'UNSI, la CSTT, la CNTT, l'UGSL, le GSA et la CGCT ont plutôt organisé une marche de protestation en lieu et place du défilé traditionnel.

C'était l'occasion pour les travailleurs de "crier haut et fort leur désarroi, leur déception et leur colère" au regard de "l'immobilisme" et du "dilatoire" du gouvernement face à leurs problèmes et à ses propres engagements.

Mais, au fait, comment en est-on arrivé là ?

Il est vrai que depuis son avènement à la magistrature suprême, le président Faure Gnassingbé a considérablement amélioré les conditions de vie et de travail des togolais, notamment avec l'INAM (Institut National d'Assurance Maladie) et les différentes augmentations depuis



Le PM Séléagodji Ahooméy-Zunu

2006. Mais, il n'en demeure pas moins vrai, au même moment, que le pouvoir d'achat des togolais a nettement chuté compte tenu de la cherté de la vie qui prend des valeurs exponentielles.

Et c'est justement pour juguler cette situation que le gouvernement togolais

a pris des initiatives notamment, l'adoption d'un nouveau Code du Travail, mais aussi, celle d'un nouveau Statut général de la fonction publique intervenu le 20 Janvier 2013.

Malheureusement depuis lors, aucun des 32 décrets d'application n'a été pris. Ce qui bloque toute avancée. C'est la source de la rancœur des centrales syndicales qui réclament entre autres, les décrets d'application du nouveau Statut général, la révision de

la grille salariale, des négociations sectorielles, l'application du SMIG (Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti).

Mais en protestant et en ne présentant pas un calendrier de doléances est-ce là la solution ?

A notre avis, non ! Car, en matière

de revendication sociale, on ne doit jamais se lasser de négocier. Certes, on peut s'offusquer de l'immobilisme, mais le tort ne devrait pas être rejeté uniquement sur le gouvernement. L'on sait, par exemple, que nombre de responsables syndicaux ont brillés pendant longtemps par leur tendance à faire passer leur ventre avant l'intérêt général. Et ainsi, il n'en pouvait pas être autrement de la part du patronat qui les a toujours servis.

Là où le bas blesse sérieusement est que le SMIG adopté par le gouvernement et l'ensemble des partenaires depuis plus de 2 ans n'est toujours pas appliqué dans plusieurs structures et même étatique de surcroît.

On ne peut pas vivre dans une République et bafouer allégrement les lois et règlement de cette République.

Désormais, il va falloir que l'Exécutif fasse respecter ses propres décisions (lois, règlement décret...), mais aussi qu'ils reviennent à la table de négociation, seule voie de sortie!

Pour ses efforts pour la réduction de la pauvreté :

LE DG NASSIROU RAMANOU DE WAGES ÉLEVÉ AU RANG DE " OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE "

Il y a quelques mois, lorsque notre rédaction dans le cadre de son classement annuel avait choisi le DG Nassirou Ramanou comme DG de l'année, certains n'ont pas semblé nous prendre au sérieux, mais aujourd'hui, après la consécration internationale qu'il avait reçue au Canada, la distinction du DG de WAGES par le Chef de l'Etat le 27 Avril dernier vient une fois encore nous donner raison.



Le Président Faure Gnassingbé en discussion avec le DG de WAGES, Ramanou Nassirou

En effet, les efforts consentis par les institutions de micro-finance avec à leurs tête le Président de APIM-Togo Nassirou Ramanou par ailleurs DG de WAGES viennent d'être couronnées par le Chef de l'Etat à travers la remise de la clé du FNFI et la distinction honorifique faite par Faure Gnassingbé à Nassirou Ramanou.

Après le lancement effectué le 25 janvier 2014 au Palais des Congrès de Kara par le Président de la République, Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE, le

Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) vient d'entrer dans sa phase opérationnelle ce 26 avril 2014 avec le produit dénommé " Accès des Pauvres aux Services Financiers " (APSEF).

Président en exercice de l'Association Professionnelle des Institutions de Microfinance - Togo (APIM-Togo), Monsieur NASSIROU Ramanou a reçu des mains du Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure

Essozimna GNASSINGBE, la clé symbolique représentant les matériels roulants mis à la disposition des Prestataires des Services Financiers (PSF), tous engagés pour l'atteinte des objectifs du FNFI, au titre de l'appui institutionnel.

L'APSEF est un produit financier destiné à la couche défavorisée de la population désireuse d'entreprendre une activité génératrice de revenus. Il s'agit d'un prêt d'un montant individuel maximum de trente



Le DG de WAGES, Ramanou Nassirou élevé au rang de l'Ordre national du mérite

mille (30 000) Francs CFA à un taux d'intérêt de 5%. Au cours de cette cérémonie de lancement, des institutions de microfinance au rang desquels on peut citer WAGES ont procédé au déblocage de microcrédit aux membres des groupements constitués.

C'est ainsi que Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE, au regard des actes remarquables posés par Monsieur NASSIROU Ramanou dans la vie de la nation

togolaise ces dernières années, notamment sa guerre déclarée à la pauvreté au sein des couches défavorisées à la base, l'a élevé au rang d'Officier de l'Ordre National du Mérite. Une distinction bien méritée qui doit stimuler d'avantage le patron des microfinances du Togo pour qu'il continue de faire de la lutte contre la pauvreté son cheval de bataille.

La Rédaction

FONDS NATIONAL DE FINANCE INCLUSIVE :

Les cadres de Tchaoudjo au bercail pour la sensibilisation

Lancé le 25 janvier à Kara, le Fonds National de Finance Inclusive (FNFI) a mis à disposition des populations son tout premier produit, dénommé : Accès des Pauvres aux Services financiers (APSEF). Ce produit lancé le 26 janvier par le Chef de l'Etat est une volonté et un engagement manifeste du plus Haut sommet de l'Etat de voir la pauvreté, sous toutes ses formes, éradiquée sur la terre de nos aïeux.



Les premiers bénéficiaires de l'initiative salutaire du Président faure Gnassingbé: le FNFI

Cet objectif qui, cadre avec la vision d'un Togo émergent à l'horizon 2030, est une volonté politique qui mérite d'être appropriée par tous les cadres politiques de notre nation. C'est ce qu'ont compris les cadres de Tchaoudjo qui ont fait leur cet engagement du Chef de l'Etat en se mobilisant autour de leurs frères et soeurs, le week-end dernier à l'école primaire publique de Komah 1 à Sokodé pour expliquer aux populations ce qu'est le FNFI et son produit APSEF à la population afin qu'ils

connaissent les fondements, les tenants et les aboutissements de ce premier produit avant de s'engager.

L'Union Rénovée des Caisses Locales d'Epargne et de Crédit (URCLEC), c'est le nom de la microfinance ciblée parmi les 6 retenues par le FNFI dans la localité pour octroyer aux premiers bénéficiaires du produit APSEF leurs dus sous l'œil avisé du ministre de l'agriculture de l'élevage et de la pêche, le colonel

Ouro-Koura Agadazi, chef de fil d'une forte délégation. On pouvait reconnaître à ses côtés le commissaire aux impôts, M. Adayo Esso Wavana, le directeur du trésor public, M. Massoud, le député Mainassara, le préfet et plusieurs autres cadres du milieu.

Dans leur adresse à la population, chacun est revenu sur l'opportunité qu'offre ce fonds qui est une initiative créée pour lever les barrières



Vue partielle de l'assistance avec au premier rang, les cadres du milieu.

de l'exclusion financière en rendant accessible les services financiers de base aux plus pauvres par l'entremise des institutions de micro finances. Au total 18 micro finances sont retenues par appel à candidature pour mener cette activité sur toute l'étendue du territoire. Le seuil maximal de crédit que doit bénéficier tout demandeur est de 30000 f cfa avec un taux d'intérêt de 5% a priori. Il est restitué à chaque bon

payeur à la fin 3% sur les intérêts. Donc en réalité le fonds à un taux d'intérêt de 2% pour couvrir les charges connexes des services a signifié Mme Kantanga Mazalo directrice des opérations de l'agence nationale du développement à la base, représentante du ministre du développement à la base pour la circonstance.

Selon le ministre Agadazi, l'enquête sur la question unifiée d'indice de bien être (QUIBB) a démontré un nombre croissant de pauvreté dans toutes les régions avec en arrière plan la plupart des Togolais qui se cherchent. Pour lui, la clé qui ouvre le césam pour le bien-être vient d'être trouvée, et chacun en ce qui le concerne doit s'en réjouir. Il a renchéri en disant que personne n'a le droit à l'erreur, les crédits doivent être remboursés à temps pour permettre aux autres d'en bénéficier et rendre ainsi pérenne le produit.

L'ambiance était hors paire aux couleurs de tous les groupes folkloriques de la localité, une simulation d'octroi de fonds a mi fin à la manifestation.

La Rédaction

REUNION DE SYNTHÈSE DU PPAAO :

LES COORDINATIONS NATIONALES DES 13 PAYS BÉNÉFICIAIRES EN ATELIER RÉGIONAL À LOMÉ

Le programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest présent dans 13 pays de l'Afrique connaît chaque année 3 missions de supervision sur le terrain dans chacun des 13 pays. Au moment même où le PPAAO-Togo n'a pas encore connu la synthèse de sa mission de supervision, le Togo a été retenu pour abriter la 1ère réunion de synthèse des missions d'appui de terrains 2014.

Ainsi, du 05 au 07 mai, les délégués des coordinations nationales, les

experts de la Banque mondiale et du conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricole (CORAF /WECARD) vont plancher sur les rythmes d'exécution du programme, partager les expériences des uns et des autres. L'approche d'une gestion axée sur les résultats, la rationalisation et le contrôle de la gestion financière seront, entres autres, les questions qui vont être abordées au cours de cette réunion.

Cette réunion a été ouverte par le

ministre de l'agriculture de l'élevage et de la pêche, le colonel Ouro Koura Agadazi, en présence du Chef de fil de la mission de supervision de la banque mondiale, M. Erick Abiassi et de plusieurs autres personnalités.

Selon le ministre, l'année 2014 est proclamée année internationale de l'agriculture familiale. En jetant un coup d'œil sur la cartographie actuelle de l'agriculture de nos pays, on note l'existence de multiples poches d'agriculteurs familiaux. Cependant, l'intensité des diverses

contributions de cette forme d'agriculture n'est plus celle connue jadis.

Le financement du PPAAO se fait à travers un prêt programmatique adaptatif régional. Il s'agit de financement qui traduit l'approche de long terme du plan d'action de l'agriculture pour l'Afrique de la Banque en matière de développement et de diffusion des technologies agricoles dans un cadre régional, a signifié le représentant résident de la banque mondiale au Togo, M. Hervé Assah ADAM A.

1ER MAI / FÊTE DES TRAVAILLEURS AU TOGO :

La réjouissance des agents de la CEET a brillé de milliers d'étincelles

Les agents de la CEET ont célébré la fête du 1er mai dans une ambiance de convivialité et de grande réjouissance le jeudi 1er mai à Lomé. C'était en présence des membres du conseil d'Administration et du directeur général, Dr. Gnané Djétéli.

C'était aussi l'occasion pour les agents de présenter leurs doléances au directeur de la CEET, et pour ce dernier d'exprimer sa gratitude pour leur colla-



Les premiers responsables de la CEET



Le DG de la CEET, Dr Gnané Djétéli, esquissant des pas de danse



Vue partielle des agents de la CEET

boration et dévouement afin que la CEET puisse remplir sa mission vis-à-vis de la population togolaise.

Dr. Djétéli a, indiqué avoir pris bonne note des doléances des faites et qui tournent, pour l'essentiel, autour de l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, ce qui, pour lui, entre dans la ligne de sa démarche managériale qui place les ressources humaines au centre de toute réussite d'entreprise. Il a

déclaré s'engager pour consacrer davantage son énergie à l'amélioration des conditions de travail des agents. Il a invité ces derniers à plus d'ardeur afin que l'entreprise réalise plus de marge bénéficiaire qui lui donne plus de marge de manœuvre pour répondre plus efficacement aux doléances. Il a conclu sur une note d'espoir d'un lendemain meilleur si chacun fait bien sa part de travail.

Le représentant des syndicats

de la CEET, M. Tighankpa Tchétim, a, au nom des siens, jeté un regard rétrospectif sur les 12 derniers mois de l'entreprise pour souligner le vœu des partenaires sociaux que la direction générale imprime un nouveau souffle dans le processus de révision du statut du personnel et de régler les problèmes liés au reclassement.

Les artistes comme : King Mensah, Agboti Yao Ont entrete- nu l'ambiance de la fête.

Armand

1er mai / Le groupe CECO a vibré de toutes les sonorités à Sotouboua :

Une augmentation de salaires de 5% pour le motiver à de nouveaux challenges

La fête des travailleurs célébrée partout dans le monde n'a pas laissé indifférent le Concertium d'Entreprise de construction (CECO groupe) comme ce fut d'ailleurs le cas chaque année. Mais celle de 2014 revêt un caractère particulier car elle rime avec les 10 ans d'existence du groupe. Aux choses particulières, des organisations particulières. Pour la marquer d'une tache indélébile, plusieurs activités ont meublées cette célébration qui projette les grands défis qui attendent le groupe dans les 10 prochaines années. L'ambiance était hors pair le tout sous l'œil avisé du maître des lieux le président directeur général Constantin T. Amouzou.

vailleurs.à Sotouboua une localité située à 300 km au nord de Lomé. Le choix de Sotouboua pour abriter ses festivités n'est pas fortuite elle abrite le siège juridique du groupe. L'agenda de la célébration était décliné en plusieurs composantes.

Tout a commencé le mercredi 30 avril avec un festival de match entre les entités du groupe. Le ton de ce festival Fu donné par un match d'exhibition des équipes féminines des agents de terrain et les agents de bureau du groupe. S'en est suivi des équipes masculines composé des ouvriers bâtiments, les mécaniciens, les chauffeurs, les directeurs, les techniciens, les commer-

les prouesses et les projections du groupe. Dans son homélie le curée de l'Eglise a mi l'accent sur la conscience professionnelle. S'en est suivi d'une grande caravane à travers les artères de la ville jusqu'au siège du groupe où Fu inaugurer le poulailler CECO AGRO et d'un barrage suivi de la mise en terre de 10 plants. Le point culminant de cette célébration est la pose de la première pierre de la cité " ESPERANZA " qui est innovation premier du genre au Togo dans les entreprises de bâtiment et travaux publics. Cette cité de 210 villas sur 11 hectares avec un boulevard qui sera nommé boulevard CECO.

Dans son adresse à l'assistance, le PDG Constantin a signifié que la pose de cette pierre est l'image de ce qui va devenir l'image de la ville de résidence du group qui sert de siège juridique. Par réalisme c'est le premier acte de foi dans l'avenir urbanistique de Sotouboua. C'est un projet d'espérance et d'espoir.

Il a fait remarqué qu'un habitat sain dans un environnement sain doit être le mérite des employés de CECO Group prioritairement et de tout Togolais. Pour lui l'homme ne vivra pas seulement du pain et du vin mais d'un habitat descente dans un environnement sain ceci ne devra plus être le privilège de quelques nantis seulement. Ces habitats devra être le symbole de réussite professionnelles pour tous et pour toutes car le Togo ne va pas se bâtir parce qu'il dispose d'énormes richesses mais le labeur de ses fils. Cette cité



Le PDG de CECO-BTP, Amouzou Constantin, au premier rang

est le premier du genre d'une série que le groupe compte réalisé au Togo pour le bonheur de la population Togolaise.

Le pique-nique du premier mai était l'occasion pour le personnel et son employeur de partager des moments de convivialité mais ne déroband pas à la règle de l'initiative de l'instauration du premier mai par la classe prolétaire, quelques doléances sont soumises à l'employeur après présentation des rapports d'activité du groupe.

En terme de rapport financier le PDG a signifié que le chiffre d'affaire du groupe en 2013 s'élevait à 20 milliards. Le groupe a multiplié par 10 son effectif de départ atteignant ainsi près de 3000 employés aujourd'hui dont 93% d'homme et 7% de femme avec un âge compris entre 20 et 30 ans. Le salaire moyen du groupe est de 82300.

Prenant la parole lors de cet exercice le PDG ; le PDG dans une

humilité à aucune autre pareil a dit que c'est Just pour des raisons de convenance social qu'on établi la hiérarchie sans quoi le groupe n'a que des compagnons de lutte. Il a invité ses employés à dépasser le dialectique employé employeur ; sortir de la culture du leader en rentrant dans le leadership pour assurer le succès des tâches à eux confiées. Le devoir d'état incombe à chacun un model économique pour la promotion socio économique. Pour lui le groupe axe ses désir état sur le bien être des autres. Plus on enrichi les autres on s'enrichi soi même. Il les a convié à atteindre une projection de chiffre d'affaire de 40 milliard car c'est le chiffre d'affaire qui crée l'emploi, l'augmentation des salaires bref c'est le chiffre d'affaire qui permettra de venir à bout de leur multiples doléances.

Il a renchéri en disant que si chacun travail pour atteindre cette pro-

Suite à la page 7



Vue partielle des agents de CECO-BTP mobilisés

Outre sa quête permanente de l'efficacité, de la solidité et la ponctualité, le groupe CECO a mi au centre de ses préoccupations l'être humain en témoigne le drainage de tout le personnel mobilisé de partout autour d'une table pour la célébration de cette fête des tra-

ciaux. La finale a opposé les chauffeurs aux directeurs a été remporté par les directeurs.

Le jour J une messe catholique à l'église Saint François Xavier de Sotouboua a ouvert le bal de la célébration pour remercier et implorer la bénédiction divine sur

1er mai / Le groupe CECO a vibré de toutes les sonorités à Sotouboua : Une augmentation de salaires de 5% pour le motiver à de nouveaux challenges

Suite de la page 6

jection, il ne se laissera jamais se faire battre en générosité et que personne ne reviendra jamais sur cette tribune avec des doléances. Le cadeau de cette fête est une augmentation de 5% pour tous les employés du groupe contrairement au 3% fixé par les ressources humaines.

Du coup les doléances exprimées par le personnel est résolu à 90% sur place ce qui cadre avec les mots du délégué du personnel qui a dit dans son mot de circonstance que le PDG a fait ; a voir les chiffres on est tenté de ne plus rien demander. Le personnel est exhorté

à s'approprier les projets, directions et services dont ils ont la charge sachant que le monde, se voit utile dans ce processus de croissance du groupe CECO.

Le groupe depuis un moment s'est inscrit à l'international avec une présence en Côte d'Ivoire ; en Tanzanie ; au Gabon, au Liberia en Angola etc. avec des efforts constants pour atteindre la perfection exigées au standard internationaux. Tout ceci pour atteindre un niveau de rayonnement à l'international comme c'est le cas au Togo.

Notons au passage que CECO n'est plus que BTP, il est aussi IMMO pour les opérations immobilières,

AGRO pour l'agro business et l'agro-industrie, MINES pour l'exploitation des carrières naturelles et l'extraction minière, MANU pour l'industrie manufacturière et TRADE pour la gestion des grandes centrales d'achat du groupe qui constituent les entités du groupe CECO.

Le groupe est très engagé dans le social en témoigne le don de tables bancs offert à la population de Kpélé Gonvié pour soutenir la représentante de la localité à l'hémicycle, le premier questeur Mme Djigbodi Tségan le 28 février dernier.

ADAM

Programme national de lutte contre les maladies non transmissibles:

LE RENFORCEMENT DES SOINS PALLIATIFS AU CENTRE D'UNE JOURNÉE DE RÉFLEXION À LOMÉ

L'intégration et le renforcement des soins palliatifs dans le système de santé du Togo eu égard aux besoins sans cesse croissant est une priorité pour la couverture universelle des soins dans lequel notre pays s'est engagé. Se faisant, le programme national de lutte contre les maladies non transmissibles (PNLMNT) en collaboration avec l'association africaine des soins palliatifs (APCA) ont organisés une journée de réflexion sur le renforcement des soins palliatifs dans le système de santé au Togo.

Cette journée tenue le 06 mai dernier à Lomé, a été ouvert par la directrice adjointe de la santé, Mme Nomegnon Adjo en présence du Dr Agoudavi coordonnateur du programme MNT au Togo et de M. Drave Mamadou, représentant de la représentante de l'OMS au Togo et du Pr. Kouassi Beugré dépêché de la Côte d'Ivoire pour partager l'expérience de ce pays frère avec le Togo.

Cette journée vise à introduire le

concept et les principes des soins palliatifs afin de faciliter l'identification des besoins et des recommandations pour le renforcement des soins palliatifs dans le système de santé au Togo.

Le représentant résident de l'OMS a saisi cette opportunité pour encourager les autorités sanitaires du Togo à poursuivre les réflexions qui ont débuté ce jour pour développer des soins palliatifs dans le cadre d'une approche de santé publique, en mettant en place des politiques axées sur les systèmes de santé pour garantir l'intégration des services de soins palliatifs à la structure et au financement des systèmes nationaux de soins, à tous les niveaux des soins, des politiques visant à renforcer et à développer les ressources humaines, y compris par la formation théoriques et pratique des professionnels de la santé, afin de garantir une réponse adaptée face aux besoins en soins palliatifs, parallèlement à la formation des bénévoles et à l'éducation du grand public, une politique

pharmaceutique afin de garantir la disponibilité des médicaments essentiels pour la prise en charge des symptômes, y compris la douleur et la détresse psychologique, et en particulier, des analgésiques opioïdes pour soulager la douleur et la détresse respiratoire et une politique de recherche pour évaluer les besoins en soins palliatifs et recenser des normes et des modèles de services, en particulier, là où les ressources sont limitées, tout en assurant la disponibilité de l'organisation à accompagner le Togo dans ce cheminement.

Les patients des maladies telles que les maladies cardio-vasculaires, de cancer, les affections respiratoires chroniques, le VIH/sida, le diabète, la tuberculose l'hépatite B ou C, la maladie d'Alzheimer, de la maladie de Parkinson, de la polyarthrite rhumatoïde, entres autres, seront concernés par ces soins palliatifs.

Adam

16ème session extraordinaire du comité interparlementaire de l'UEMOA : L'harmonisation des systèmes électoraux à l'ordre du jour

La capitale Togolaise abrite depuis le 11 mai dernier la 16ème session extraordinaire du comité interparlementaire de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA). Cette session placée sous le thème : " Evaluation des systèmes électoraux des Etats membres de l'UEMOA " a ouvert ses travaux par le président du comité interparlementaire de l'UEMOA, M. Victor Dagnon en présence du président de l'Assemblée nationale togolaise, M. Dama Dramani.

Les processus électoraux sont au cœur de la démocratie. Quand ils sont mal gérés, ils sont sources de crises politiques voire de conflits, pouvant remettre en cause la stabilité et la paix sociale. C'est ce qui justifie le choix de ce thème en vue de contribuer au renforcement des capacités de ses membres.

Selon M. Victor Dagnon, cette 16ème session se tient à un tournant décisif de l'histoire de l'institution parlementaire de l'UEMOA. Il s'agit

notamment de l'entrée en vigueur, depuis le 1er février 2014, des textes relatifs au parlement de l'Union qui ouvre des perspectives nouvelles au renforcement du volet parlementaire du processus d'intégration sous régionale.

Pour sa part, M. Dama Dramani a signifié que, grâce à la volonté politique des Chefs d'Etat et de gouvernement de la communauté, le traité portant création du parlement de l'Union et les textes subséquents sont ratifiés par tous les pays membres. Les instruments de ratifications sont déposés auprès de l'Etat du Sénégal, pays dépositaires en vertu du traité.

Il reste l'installation officielle du parlement à son siège à Bamako. A cet égard, il a rassuré les participants de l'appui du Togo par l'entremise du Chef de l'Etat dont l'engagement résolu et le ferme attachement à la concrétisation de tous les projets de l'union n'est plus à démontrer.

ADAM ADJRONOU

GROGNE A L'OTR : L'EXPERTISE DE GAPÉRY RUDEMENT MISE À L'ÉPREUVE PAR CERTAINS AGENTS DE L'IMPÔT ET DE LA DOUANE

Depuis l'arrivée de M. Gapéry à la tête de l'Office Togolais des Recettes (OTR) à ce jour, le climat de travail semble ne plus être celui des beaux jours. Pour raison, une grève imminente des agents continue de planer sur l'OTR au point d'empêcher l'expert financier de trouver le sommeil les nuits.

Avec cette situation, pourra-t-il relever le défi qu'il s'est jugé capable de relever en disant lors de sa prise de fonction : " je promets la tolérance zéro à la corruption " ? En tout cas personne ne sait pour l'instant ce que sera le résultat qu'il présentera à ceux qui lui ont fait confiance en le nommant à ce poste.

Toutefois, il faut dire que déjà, certains agents de la douane et de l'impôt sont au paroxysme de leur doute sur l'expertise tant chanté du Rwandais canadien, Gapéry et le résultat qu'il offrira au peuple togolais.

Contrôle citoyen de l'action gouvernementale : LES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SENSIBILISÉE SUR LE PROCESSUS ÉLECTORALE

Dans leur rôle de contrôle citoyen de l'action gouvernementale nombreux sont ces associations qui malgré leurs moyens dérisoires, mettent les bouchées doubles pour faire de cette thématique la clé de voûte de la réussite de la bonne gouvernance et de l'Etat de droit.

Parti du constat que l'intervention des organisations de défense de droit de l'homme malgré leur nombre sans cesse croissant n'ont pas réussi à démontrer leur capacité à couvrir toute l'étendue du territoire en termes d'observation et de suivi des processus électoraux.

Afin de converger leurs efforts pour mettre en place une structure nationale de contrôle et de surveillance des processus électoraux, les organisations tels que le mouvement de la jeunesse pour le maintien de la paix (MJMP), AJED et RAES-Togo ont, de concert, organisé un atelier de

sensibilisation de la société civile pour faciliter l'échange entre les différents acteurs impliqués en vue d'une couverture totale des processus électoraux. Il est attendu, au terme de cette journée, que les acteurs soient prêts à s'engager dans un processus d'observation préélectorale, électorale et postélectorale, les différents réseaux des organisations de la société civile togolaise adhèrent au principe de la mise en place d'une structure nationale, la mise en place d'un Observatoire national des activités électorales (ONAE) pour une observation locale sur l'ensemble du territoire nationale.

Pour atteindre leur objectif, aux communications ont meublée cette journée : les défis d'une gestion transparente des processus électoraux au Togo, le rôle de la société civile, est la surveillance et suivi des processus électoraux : de quoi s'agit-il ?

La Rédaction

L'avant projet du décret portant aide juridictionnelle au Togo validé

De 2005 à 2010, l'Etat togolais a conduit un programme national de modernisation de la justice avec le soutien de ses partenaires techniques et financiers, dont le PNUD. Dans cette logique, la loi portant aide juridictionnelle a été adoptée le 24 mai 2013. Cette adoption vient corroborer la déclaration de Lilongwe sur l'accès à l'assistance juridique dans le système pénal en Afrique qui oblige les Etats à fournir une aide juridictionnelle gratuite aux personnes n'ayant pas les moyens. Mais, ce droit n'est garanti que si la personne est capable d'avoir une assistance juridique ou judiciaire de la part d'un défenseur dont la présence ou l'absence est souvent déterminante dans l'issue d'un procès. A cet effet, le Togo qui dispose d'un cadre légal formel se doit d'or-

ganiser l'aide juridique et l'assistance judiciaire à son contexte sociologique, son dispositif législatif et ses engagements internationaux.

A cet effet, un atelier s'est tenu la semaine dernière à Lomé ayant pour objectif de proposer un cadre légal susceptible de conduire à l'opérationnalisation de l'assistance ou une représentation effective en justice des personnes démunies ou vulnérables dans un contexte associant tous les acteurs impliqués en vue de promouvoir l'Etat de droit à travers l'adoption des décrets d'application de la loi portant aide juridictionnelle au Togo.

Cet atelier a ouvert ses travaux par le ministre de la justice, chargé des institutions de la République, Koffi Essaw.



Henry Gapéry, Commissaire Général OTR

Puisque lors d'une rencontre entre ces agents et leurs responsables syndicaux, dans l'après-midi du samedi 26 avril à la CNTT, ces derniers, ont souligné que le nouveau commissaire général ne propose rien d'innovant pour améliorer l'entrée des recettes et qu'il n'aurait même pas de feuille de route liée à sa mission.

Cette situation laisse croire à un profond malaise au sein de l'OTR. Effet, toujours selon ces derniers, un préavis de grève avait été lancé pour s'opposer à un éventuel reversement

d'une partie de l'effectif des agents de l'OTR à la fonction publique.

Ce qui n'est pas du tout au goût de ces derniers qui semble se voir arracher la ruche de miel de leur main pour en recevoir dans des cuillerées. Le ministre Ayassor et le Commissaire Gapéry ont donc fort à faire pour trouver une solution à ce problème, tant les gents sont déterminés à ne pas accepter leur mise à disposition de la fonction publique, ni à y travailler.

Il faut noter que parmi ces agents de trouvent un très grand nombre de contractuels dont le cas est très critique.

Les jours à venir nous diront les décisions prises par les uns et les autres puis que le mot d'ordre de grève a été suspendu avec l'intervention du premier ministre, Séléagodji Awumé-zunu, du président de l'Assemblée nationale, Dama Dramani.

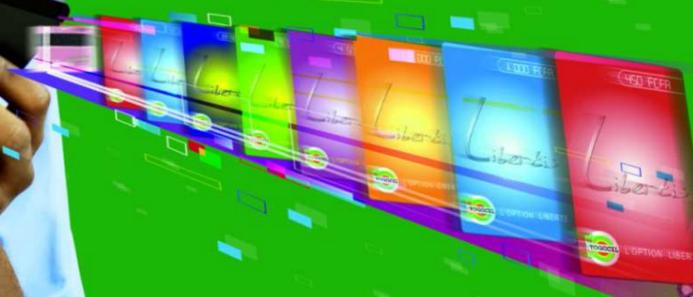
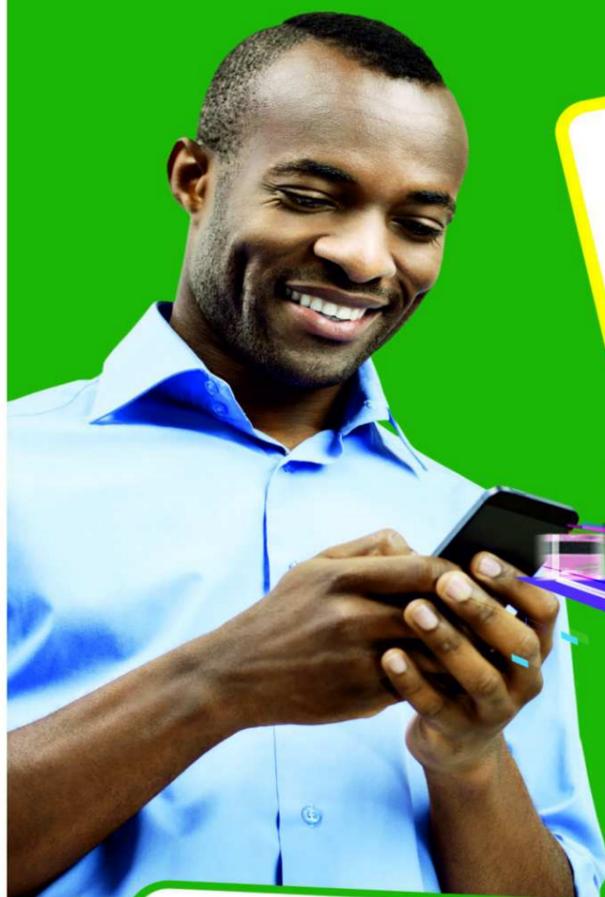
Armand

TOGO CELLULAIRE

DU NOUVEAU!!

218
recharge moi

*218*code_recharge*numero_beneficiaire#



***218* Qu'est-ce que c'est ?**
C'est un service qui vous permet de recharger à partir de votre numéro postpaid ou prepaid, le compte prepaid d'une autre personne en utilisant une carte de recharge physique.

Comment ça marche ?
composez *218*code_recharge*numéro_bénéficiaire# et lancer l'appel. Le bénéficiaire reçoit deux notifications SMS lui indiquant le numéro de l'initiateur, le solde de son compte ainsi que le nouveau délai de validité.
L'initiateur reçoit en retour une notification lui confirmant que le bénéficiaire a bien reçu la recharge.

Avantage : Service gratuit!!!
pas de frais pour l'initiateur ni pour le bénéficiaire du rechargement

© TOGO CELLULAIRE / MARS 2014



LE LEADER

service client:888 www.facebook.com/Togocel www.twitter.com/togocel www.togocel.tg certification ISO 9001 : 2008

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

L'ÉVEIL
de la nation

Siège : Adidoadin, Pavée Prolongé, 2ème Carré après la Pharmacie Le Galieen
Tél: (00228) 22 32 85 95
Directeur de Publication:
Sama T. DJOBO
(00228) .90 03 17 74
.98 62 72 72

Responsable commercial:
Adam Adjronou
90 11 87 88
Rédaction:
Biva KPELAFIA,
Sam DJOBO,
Adam A.
Armand Attisso

Secrétariat :
AGBERE Takira

Imprimerie:
La Colombe
Tirage :
2.500 exemplaires